

Poursuivant ses efforts en vue d'améliorer et de renforcer cet instrument de dialogue et de coopération entre pays partiellement ou entièrement de langue française, le Canada s'est pleinement associé à tous les aspects des actions de la Francophonie internationale. Dans cette perspective, le projet de réunion de chefs d'État et de gouvernement de pays francophones, susceptible de favoriser l'établissement d'un dialogue fructueux entre pays industrialisés et pays en développement, a continué de susciter l'intérêt général parmi les pays francophones. Le président Senghor du Sénégal a notamment examiné cette question avec le premier ministre Trudeau, lors de son voyage au Canada en novembre 1978.

#### Agence de coopération culturelle et technique (ACCT)

L'Agence de Coopération culturelle et technique (ACCT) a obtenu en 1978 le statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale des Nations Unies consolidant ainsi son rayonnement sur la scène internationale.

Le Conseil d'administration s'est réuni à Paris en décembre 1978; il a entre autres adopté un règlement provisoire définissant le fonctionnement de la collégialité du Secrétariat général. Il a de plus tracé le bilan des opérations adoptées par la Conférence générale d'Abidjan en 1977 et donné son accord à certaines opérations nouvelles qui seront réalisées dans le courant de 1979.

Les activités de l'Agence visent trois orientations principales: la promotion des cultures et des langues nationales, l'éducation et la coopération scientifique et technique, le développement économique et social. Dans toutes ces actions, l'Agence accorde la priorité au développement du monde rural.

Parmi les multiples actions de l'Agence, on peut citer au nombre des plus significatives: un soutien à la recherche en matière de tradition orale en Afrique, dans les Mascareignes et les Caraïbes; l'édition de textes à caractère culturel et pédagogique destinés principalement à l'Afrique; la formation de cadres dans le domaine de l'artisanat et du tourisme; le recyclage de personnel enseignant en zone rurale; des expériences nouvelles en télévision scolaire; l'établissement d'un réseau international de traitement des données des sols avec le concours de l'Institut de recherche des sols du ministère de l'Agriculture du Canada; un appui au développement de l'énergie solaire; la poursuite du programme "Sahel vert" qui se traduit principalement par l'institution de chantiers de reboisement; un soutien aux centres de formation de jeunes ruraux et la promotion de l'agroindustrie intégrée au monde rural.

Des actions spécifiques ont par ailleurs été entreprises pour résoudre des questions prioritaires: mise à la disposition des Comores d'un contingent de 35 enseignants au niveau primaire; dotation d'un équipement de radio et de télévision à Djibouti; contribution au projet